



« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »
Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 2 septembre 2019

Retraites : préparer la riposte du monde du travail

Alors qu'il affichait au début de l'été sa détermination à engager rapidement une réforme des retraites, le gouvernement a changé d'attitude. « *On va prendre un an, un petit peu moins d'un an* », a déclaré en fin de semaine le ministre de l'Action et des comptes publics Gérard Darmanin. Le même jour, tout en expliquant que le futur projet de loi serait « *présenté au Parlement lors des mois qui viennent* », le Premier ministre Édouard Philippe a insisté à son tour sur le fait qu'il fallait « *prendre le temps d'en parler* ».

Le ton et la méthode tranchent avec l'attitude provocante qui était celle de Macron et de ses ministres il y a un an. Entre temps, le mouvement des gilets jaunes et le large soutien dont il a bénéficié ont montré que le mécontentement des classes populaires est général et profond. Le gouvernement redoute qu'il ne se manifeste à nouveau à l'occasion de la réforme des retraites. C'est pourquoi il préfère la repousser au-delà des élections municipales de mars 2020.

Le ballet des rencontres entre représentants du patronat et des organisations syndicales va commencer les 5 et 6 septembre et un calendrier va être annoncé. À ces réunions dans les ministères, le gouvernement parle d'ajouter une « *consultation citoyenne* », peut-être à la façon du « *grand débat* » organisé pour servir d'étouffoir à la colère exprimée par les gilets jaunes.

Mais la concertation dont Macron et ses ministres nous rebattent les oreilles ces temps-ci se résume simplement : « *Cause toujours, et à la fin je décide !* » Le gouvernement n'a pas renoncé à s'attaquer aux retraites. En se livrant à cette mascarade, il cherche à obtenir la caution des confédérations syndicales et tente de faire croire que son projet bénéficie de l'assentiment de la population.

En juillet, le politicien de droite Jean-Paul Delevoye, actuellement haut-commissaire à la réforme des retraites, a rendu publiques les pistes envisagées : suppression des régimes spéciaux dont bénéficient encore certaines catégories, notamment dans la fonction publique ; la pension ne serait plus calculée sur les 25 meilleures années ou les six derniers mois mais sur toute la carrière, ce qui entraînerait forcément une diminution, et ce calcul reposerait sur un système de points dont le gouvernement se réserverait le droit de fixer la valeur ; instauration d'un « *âge pivot* » à 64 ans pour obtenir une retraite pleine.

Macron a déclaré récemment que rien n'était décidé et qu'il préférerait « *qu'on trouve un accord sur la durée de cotisation plutôt que sur l'âge*. » Mais augmenter la durée de cotisation revient à retarder l'âge du départ ! Quel que soit le moyen utilisé, le résultat reste le même : faire travailler les salariés plus longtemps, ou les maintenir plus longtemps au chômage, puisque c'est la situation de près de la moitié des plus de 55 ans ; et de toute façon, amputer les retraites de tous.

Le gouvernement prétend mettre en place un système plus juste mais c'est une justice à la sauce patronale, qui consiste à imposer une régression à toutes les catégories de salariés ! La réforme que prépare Macron est un nouvel épisode dans la guerre menée au monde du travail par la classe capitaliste et les gouvernements à son service.

Pour accroître leurs profits dans un contexte de crise et de concurrence exacerbée, les capitalistes font reculer le niveau de vie des travailleurs par tous les moyens, en aggravant l'exploitation, la précarité et en imposant les bas salaires. De leur côté, quelle que soit leur couleur politique, tous les gouvernements n'ont cessé depuis des années de consacrer une part croissante des finances publiques à satisfaire les exigences du grand patronat et des banques. L'éducation, le système de santé, la retraite, tout ce qui est le plus essentiel pour les travailleurs est sacrifié pour favoriser les profits d'une minorité de riches bourgeois !

Des journées de mobilisation sont organisées contre cette réforme des retraites, dont celle proposée par la CGT le 24 septembre. Ce sont des occasions à saisir pour commencer la mobilisation contre l'ensemble des attaques.

Emplois, salaires, retraites : les capitalistes mènent la guerre sur tous les fronts. C'est collectivement, en tant que classe sociale aux intérêts communs, que les travailleurs pourront mettre un coup d'arrêt à cette offensive contre leurs droits et leurs conditions de vie. Nous sommes le nombre, nous faisons fonctionner la société, nous en avons la force si nous en avons conscience.

C'est reparti mon kiki...

H- par ici, H+ par-là, numéro vert par-dessus tout... dès la rentrée des vacances, PSA organise le désordre.

On atteint des sommets au DV : tous les samedis travaillés jusqu'en octobre et l'équipe de nuit fera 4 dimanches sur 5 en septembre !

Vivement les vacances, qu'on puisse organiser notre temps à notre guise !

Du grand n'importe quoi.

Les bulletins de paie de juillet, pour ceux qui ont choisi de garder le format papier, sont arrivés par la poste fin août.

La direction n'arrête pas de nous parler de « juste à temps » et de « respect des délais ». Mdr...

NEC : Nouvel Élan pour le Cash

Un NEC 2, « Nouvel Élan pour la Croissance » est dans les tuyaux. C'est le troisième accord de compétitivité qui est lancé.

Depuis le premier accord, trois sites ont été fermés, les salaires ont été bloqués, 30 000 emplois ont été supprimés et la précarité a explosé.

Avec ces « accords », les profits ont pris de l'élan.

Profits records

Pour les six premiers mois de l'année, PSA annonce plus de 2 milliards de bénéfice net. En 2018, il n'était que de 1,7 milliard.

Ce n'est pas une explosion des ventes de voitures qui explique cette forte croissance. C'est une forte aggravation de l'exploitation des travailleurs du groupe.

En tout cas, l'argent est là. On sait où aller le réclamer pour augmenter les salaires et embaucher.

Neuhauser : la 109^{ème} fortune de France met 185 travailleurs au chômage

Le site de production Furst 1 de la boulangerie industrielle Neuhauser, qui fabriquait des pains viennois et des brioches, a fermé mercredi 28 août.

Le groupe Soufflet avait racheté Neuhauser en 2014 pour, dès 2017, fermer son usine historique de Folschviller et supprimer 110 postes. Deux ans après, ce sont 185 nouvelles suppressions de postes.

C'est pour augmenter ses profits que la famille Soufflet, 109^{ème} fortune de France (estimée à 850 millions d'euros) selon le classement 2019 de la revue Challenges, supprime des centaines d'emplois.

De la Chine à la France, PSA licencié

PSA vient d'annoncer la fermeture de la moitié des usines en Chine et le licenciement de 4 000 travailleurs.

Quel que soit le pays, la méthode est toujours la même : tailler les effectifs pour mieux faire pousser les profits.

Et tous les baratins sur la compétitivité ne sont là que pour masquer la volonté des actionnaires de faire toujours plus de fric.

Fermeture de Saint-Ouen : des millions pour PSA

Le site de l'usine PSA Saint-Ouen a été vendu aux hôpitaux de Paris pour 49 millions d'euros.

PSA se fait du beurre en fermant des usines. Mieux - ou pire - il laisse aux hôpitaux l'ardoise de la démolition et de la dépollution : cela coûtera 12 millions aux hôpitaux de Paris.

Les capitalistes ne sont même pas capables de ramasser leurs crottes.

Totalement coupable

La société Total Petrochemicals vient d'être condamnée pour faute inexcusable de l'employeur à l'encontre d'un salarié décédé d'un lymphome. Sa famille pourra toucher une indemnisation.

Il a fallu pas moins de cinq années à l'Association de défense des victimes de l'amiante et autres maladies professionnelles pour obtenir ce jugement. Auparavant dix ans de procédures et d'expertises avaient été nécessaires pour faire reconnaître comme maladie professionnelle le cancer du lymphome non hodgkinien...

Total a pu tranquillement accumuler des profits en empoisonnant ses salariés avant d'être enfin rattrapé par une justice décidément bien lente lorsqu'il s'agit de défendre les travailleurs.

La crise ?

Quelle crise ?

Rien qu'au second trimestre 2019, les actionnaires des 1 200 plus grandes entreprises mondiales ont empoché 463 milliards d'euros de dividendes.

Les actionnaires du CAC40 ont reçu 46 milliards, faisant de la France le plus gros distributeur de profits pour la bourgeoisie, derrière les États-Unis.

Chômage, bas salaires, précarité : c'est grâce à l'exploitation accrue des travailleurs sur les cinq continents, que les milliardaires s'enrichissent autant.